

Convention Ville

entre

l'État, ministère de la Culture,

représenté par le préfet des Alpes-Maritimes :

Georges-François LECLERC

et

la Ville de Grasse

représentée par son maire :

Jérôme VIAUD

Préambule

Le label "**Ville ou Pays d'art et d'histoire**" est attribué par le ministre de la Culture, après avis du Conseil national des Villes et Pays d'art et d'histoire.

Il qualifie des territoires, communes ou regroupements de communes, qui, conscients des enjeux que représente l'appropriation de leur architecture et de leur patrimoine par les habitants s'engagent dans une démarche active de connaissance, de conservation, de médiation et de soutien à la création et à la qualité architecturale et du cadre de vie.

Cet engagement s'inscrit dans une perspective de développement culturel, social et économique et répond à l'objectif suivant : assurer la transmission aux générations futures des témoins de l'histoire et du cadre de vie par une démarche de responsabilisation collective.

Le projet culturel « Villes et Pays d'art et d'histoire » associe dans sa démarche tous les éléments - patrimoine naturel et paysager, architectural, urbain et mobilier, patrimoine technique et ethnologique - qui contribuent à l'identité d'un territoire en associant les citoyens et en impliquant les acteurs qui participent à la qualité architecturale et paysagère du cadre de vie.

Un label de qualité

Objectifs

Les Villes et Pays d'art et d'histoire s'engagent à développer une politique culturelle autour de l'architecture et du patrimoine, qui se décline notamment en :

- sensibilisation des habitants et des professionnels à leur environnement et à la qualité architecturale, urbaine et paysagère,
- présentation du patrimoine dans toutes ses composantes et promotion de la qualité architecturale,
- initiation du public jeune à l'architecture, à l'urbanisme, au paysage et au patrimoine,
- proposition de visites de qualité au public touristique, par un personnel qualifié.

Moyens

Les Villes et Pays d'art et d'histoire s'engagent à :

- créer un service d'animation de l'architecture et du patrimoine composé d'un personnel qualifié agréé par le ministère de la Culture (animateur de l'architecture et du patrimoine et guides conférenciers),
- développer des actions de formation à l'intention des personnels territoriaux, des médiateurs touristiques et sociaux, des associations,
- assurer la communication et la promotion de l'architecture et du patrimoine à l'intention de publics diversifiés.

Un réseau national

Les Villes et Pays d'art et d'histoire constituent un réseau national.

Aujourd'hui le réseau compte **190** Villes et Pays d'art et d'histoire qui bénéficient de ce label.

En région Provence Alpes Côte d'Azur, le réseau comprend les villes d'Arles, de Briançon, Fréjus, Grasse, Hyères, Menton et Martigues et les pays de Ventoux-Comtat Venaissin, Provence Verte et Pays Serre-Ponçon Ubaye Durance.

Ce réseau d'échanges, d'expériences et de savoir-faire bénéficie d'une promotion nationale et régionale.

Grasse, Ville d'art depuis 1978, Ville d'art et d'histoire depuis 2003 a souhaité prolonger ce partenariat fort avec le ministère de la Culture en s'engageant dans le renouvellement de la convention.

Une reconduction qui vient enrichir l'action portée par la municipalité qui défend une politique culturelle de proximité ambitieuse et qui s'attache à protéger, rénover et valoriser un patrimoine diversifié, à la fois en centre-ville mais également au sein de ses hameaux.

Grasse est en effet riche d'un patrimoine aux multiples composantes : site patrimonial remarquable, groupe épiscopal médiéval classé, jardin classé, anciens sites industriels, hôtels particuliers, fontaines, monuments commémoratifs et jardins inscrits, « jardin remarquable », « architectures patrimoniales remarquables »...

De plus, la ville a engagé une politique de redynamisation et de renouvellement urbain importante en s'insérant dans les dispositifs existants dont le recours à l'ANRU (PRU puis NPRU en cours) et en multipliant les OPAH. Eligible au dispositif « Action Cœur de Ville » depuis juin 2018, Grasse a bien conscience de la forte valeur ajoutée du réseau VPAH et de la nécessaire poursuite d'une sensibilisation des habitants au patrimoine et à la qualité architecturale, urbaine et paysagère tant pour la politique de renouvellement urbain que pour son action patrimoniale.

La réhabilitation de plusieurs îlots du centre-ville, en partenariat avec la SPL Pays de Grasse Développement et l'ouverture de la médiathèque prévue en 2019, implantée dans le centre historique reconnu quartier « prioritaire » dans le cadre du Contrat de Ville, sont autant d'opérations concrètes qui visent à favoriser la mixité sociale nécessaire à la redynamisation et à la réappropriation par les habitants de ses espaces urbains.

L'orientation choisie est également celle d'un cœur de ville qui devienne un lieu de résidence et de vie pour les étudiants grâce à l'installation d'écoles supérieures privées et publiques sur le territoire grassois.

Dans ce cadre, le développement des actions culturelles et patrimoniales est au centre des préoccupations actuelles de la municipalité mais aussi des structures partenaires.

L'Office de Tourisme, structure associative est désormais rattachée depuis 2018 à la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse. Quatre axes thématiques sont développés dans la politique touristique :

Culture et patrimoine ; Fleurs et parfums ; Nature et sports ; Arts de vivre et gastronomie.

Le positionnement phare du thème Culture et Patrimoine est révélateur de son importance dans la stratégie de reconquête territoriale. Le statut de Station de Tourisme obtenu en 2018 par la Ville s'appuie également sur les richesses patrimoniales.

Les objectifs de la précédente convention étaient de mieux communiquer sur les différentes facettes du patrimoine, d'accroître la sensibilisation des habitants, de renforcer les activités éducatives, de développer le tourisme culturel.

Aujourd'hui, les thèmes de visites-découvertes ont été largement enrichis, les actions jeune public ont été développées en partenariat avec les autres services culturels (archives, bibliothèques, musées) apportant véritablement une autre image du centre de Grasse et de ses hameaux. Ce partenariat est officialisé dans la convention EAC (Education Artistique et Culturelle) signée par la Ville en 2017 avec les ministères de la Culture et de l'Education.

Parallèlement, une cellule d'acquisition des connaissances s'est constituée. L'inventaire thématique du patrimoine est en plein développement. Ce recensement, est primordial dans la constitution des documents d'urbanisme (PSMV, PLU) donnant des pistes de travail aux architectes et urbanistes en charge de ces questions. Cette démarche est largement encadrée et épaulée par le service de l'Inventaire de la Région Sud - Provence Alpes Côte-d'Azur.

La Maison du Patrimoine, ouverte en 2013 préfigure le Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine qui n'a pu être réalisé dans le cadre de la première convention compte tenu du coût des travaux. Sa mise en place est prévue en 2021, en rez-de-chaussée de l'hôtel de ville, ancien palais épiscopal.

Grasse propose à tout un bassin de vie des équipements culturels à haute valeur ajoutée : 3 musées publics, 2 musées privés, des archives communales, un conservatoire municipal de musique, un cinéma municipal, 2 espaces culturels, une bibliothèque patrimoniale Jardins et Paysages, la future médiathèque dédiée à l'image, un Théâtre conventionné scène nationale danse et cirque et donc prochainement le CIAP.

Grasse, Ville d'art et d'histoire souhaite continuer à participer à l'enrichissement du réseau régional des Villes et Pays d'art et d'histoire par la qualité de son patrimoine industriel des parfumeries et des moulins, ses demeures de villégiatures Belle époque, ses hôtels particuliers XVI^e et XVIII^e siècles, son groupe épiscopal du XIII^e siècle, la qualité d'ensemble de son site patrimonial remarquable. Dans cette nouvelle convention, elle entend valoriser et faire connaître la variété de ses espaces boisés et agricoles présents sur son territoire.

VU la délibération du Conseil municipal du 26 juin 2018 ;
VU l'avis du directeur des affaires culturelles de la région de (date) ;
VU l'avis du Conseil national des Villes et Pays d'art et d'histoire du (date) ;
Vu la décision du Ministre de la Culture du (date) attribuant le label ;

Entre le ministère de la Culture, et la ville de GRASSE, il a été convenu ce qui suit :

Un projet culturel est mis en œuvre par la ville de GRASSE pour valoriser le patrimoine dans ses multiples composantes et sensibiliser à la qualité architecturale urbanistique et paysagère, avec l'appui technique, promotionnel et financier du ministère de la Culture selon les modalités ci-dessous.

Titre I - Les objectifs

Article 1 : Valoriser le patrimoine et promouvoir la qualité architecturale

L'enjeu collectif est avant tout de redynamiser ce territoire si varié, conciliant urbanité et ruralité, et notamment son centre-ville, parmi les plus petits sites patrimoniaux remarquable de France avec ses 10 hectares.

Depuis 2004, la Ville de Grasse s'est engagée dans les dispositifs de la politique de la ville. Un premier Contrat de Ville a été signé en 2004, suivi d'un Contrat Urbain de Cohésion Sociale et d'un nouveau Contrat de Ville en 2015. Ce dernier, transféré à l'échelle intercommunale, court jusqu'en 2020. Ces politiques successives étaient particulièrement orientées vers le renouvellement des cellules commerciales et l'insertion d'un outil culturel fort en secteur RU (Renouvellement Urbain) : la future médiathèque.

Désormais, l'enjeu du vivre ensemble porté par la sensibilisation, la médiation du patrimoine se matérialise clairement à travers les choix opérés :

- dans le PLU (OAP Patrimoine et Annexes du bâti remarquable)
- dans le dossier de labélisation Station Tourisme
- dans les fiches d'actions prioritaires Cœur de Ville
- dans l'offre culturelle avec la convention d'Education Artistique et Culturelle

En matière de qualité architecturale urbaine et paysagère les enjeux sont donc multiples à Grasse. S'y côtoient un habitat quasi rural constitué de villages (Plascassier, Le Plan, Magagnosc), entourés d'un habitat diffus composé d'anciens mas, domaines agricoles au milieu des *restanques* (terrasses de culture) et de nouvelles constructions. Mais aussi de zones industrielles et commerciales de plaine, s'étirant vers le site patrimonial remarquable, petite ville perchée en proie aux maux malheureusement caractéristiques des villes moyennes au profil pourtant ici touristique. Les zones

boisées sont aussi présentent tout comme un vaste plateau calcaire au nord qui accueillent randonneurs et troupeaux de passage.

L'inventaire du patrimoine, en lien étroit avec le conseil régional a permis de développer la connaissance autour des patrimoines et de l'architecture des XIX^e et XX^e siècles : après le patrimoine industriel puis celui des moulins c'est en ce moment le thème de la villégiature qui est abordé. Ces recensements trouvent leurs prolongements logiques dans la réhabilitation d'un moulin à eau ou encore la rénovation d'une façade d'ancienne parfumerie (soutenues par la DRAC) qui pourrait, pour cette dernière, faire l'objet d'une prochaine protection au titre des Monuments historiques.

L'inventaire raisonne aussi très positivement au cœur des documents d'urbanisme avec notamment la création d'une OAP Patrimoine dans le nouveau PLU en cours d'approbation. Ce document d'urbanisme accorde une place de choix à la sanctuarisation des terres agricoles dédiées à la culture des plantes à parfums. Il apparaît donc comme une évidence parmi les nouvelles orientations d'ouvrir les actions Ville d'art et d'histoire vers l'horizon des paysages.

Les journées nationales de l'architecture permettent à Grasse, de valoriser le tribunal de grande instance de Christian de Protzamparc ou encore de mettre en médiation la future médiathèque, objet architectural remarquable surgissant du site patrimonial remarquable.

Désormais depuis 2010, la frange nord de la commune est intégrée au Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur et plus particulièrement à la zone d'interprétation des balcons du parc. La bibliothèque Villa Saint Hilaire est spécialisée dans le domaine des jardins et des paysages. Les partenariats sont aussi fréquents avec le service environnement de la Communauté d'Agglomération.

Parmi les richesses du territoire de Grasse, restant encore à étudier et à valoriser, on remarque plusieurs groupes d'immeubles du XX^e siècle et aussi quelques habitats issus du mouvement international des Castors dont un est localisé dans le quartier de Saint-Jacques. Ainsi, l'habitat collectif et l'urbanisme récents représentent des thèmes à explorer ces prochaines années.

Article 2 : Développer une politique des publics

§ 1 - Sensibiliser les habitants et les professionnels à leur environnement architectural et paysager

Ces actions de sensibilisation (visites, conférences,...) doivent permettre aux habitants d'être acteurs à part entière de la mise en valeur du patrimoine et de la promotion de la qualité architecturale de leur environnement quotidien.

Cette démarche d'appropriation suppose **la création d'actions spécifiques** destinées à donner des clefs de compréhension.

La Ville s'engage, en collaboration avec ses partenaires, à mettre en place ou à développer un programme d'actions conduit par l'animateur de l'architecture et du patrimoine et son service. Les principales orientations sont développées en annexe (**cf. annexe n° 1**).

Réconcilier les habitants avec leur cœur de ville est un objectif majeur pour la municipalité.

Qu'ils soient résidents de longue date ou non, les actions mises en œuvre visent à initier ou à développer leur perception architecturale et urbaine de Grasse.

Les quartiers prioritaires définis par la Politique de la ville sont ceux du centre historique mais aussi de la gare et des Fleurs de Grasse (quartier des Aspres).

Les habitants des hameaux et les azuréens en général ont parfois une vision encore négative de Grasse qu'ils perçoivent à travers le prisme des quartiers prioritaires. La paupérisation qui touche ces quartiers accentue ce phénomène et les effondrements d'immeubles survenus en centre ancien en 2015 ont pu renforcer les aprioris et l'image d'un centre-ville grassois fragilisé, vieillissant et en difficulté.

Des actions spécifiques seront initiées conjointement avec les acteurs institutionnels de la Politique de la Ville (contrat de Ville et Cœur de Ville), rattachés à la Ville ou à la Communauté d'Agglomération et réalisées en partenariat étroit avec d'autres acteurs culturels du territoire (notamment les Musées, les Bibliothèques).

§ 2 - Initier le public jeune à l'architecture et au patrimoine

A l'intention du public jeune, la Ville crée de manière permanente **des ateliers d'architecture et du patrimoine**. Des locaux situés 22 rue de l'Oratoire – Maison du Patrimoine sont spécialement aménagés pour recevoir un groupe d'une trentaine d'élèves. Ils sont équipés d'un matériel éducatif approprié. *Ces locaux seront transférés Place du Puy, dans la Palais épiscopal lors de l'ouverture du CIAP en 2024.*

Initiés et coordonnés par l'animateur de l'architecture et du patrimoine, **les ateliers s'adressent aux élèves de la maternelle à la terminale**.

Une attention particulière est portée aux actions qui s'inscrivent dans **l'enseignement « histoire des arts »**. Cet enseignement instaure des situations pédagogiques nouvelles favorisant les liens entre la connaissance et la sensibilité. Il « intègre l'histoire de l'art, par le biais des arts de l'espace, des arts du visuel et des arts du quotidien » (cf. BO du ministère de l'Éducation nationale n°32 du 28 août 2008). La Ville propose de contribuer à la formation des enseignants, de faciliter la rencontre des jeunes publics avec les œuvres architecturales, de développer leurs pratiques artistiques et culturelles.

Des projets particuliers peuvent être définis dans le cadre des projets d'établissement et des dispositifs partenariaux (éducation nationale, agriculture notamment).

Des ateliers fonctionnent aussi à l'intention des jeunes, **hors temps scolaire** : activités du mercredi, du samedi et durant les vacances (été des 6-12 ans).

Des actions sont menées avec les centres de loisirs et se développent notamment à l'intention des jeunes en difficulté. Des ateliers d'architecture et du patrimoine se déroulent dans les quartiers défavorisés en liaison avec les services chargés de la mise en place de la politique de la ville (« Ecole ouverte » ou autres dispositifs partenariaux...). En ciblant particulièrement les écoles situées en quartiers prioritaires : Rose de Mai maternelle, Les Jasmins maternelle, L'eau Vive maternelle Saint Exupéry élémentaire, Crabalona maternelle et élémentaire, Pra d'Estant élémentaire, Gambetta élémentaire.

L'animateur de l'architecture et du patrimoine et son équipe de guides conférenciers travaillent en transversalité avec les services municipaux et territoriaux (enfance, jeunesse et sport) et en collaboration avec les différents partenaires (Éducation nationale).

En fonction des thématiques développées, les ateliers font appel à de multiples compétences : architectes, urbanistes, paysagistes, scientifiques et techniciens du patrimoine, artisans, plasticiens, musiciens, écrivains et comédiens...

Les principales thématiques proposées de manière indicative sont développées en **annexe n°1**.

§ 3 - Accueillir le public touristique

A l'intention du public touristique est mis en place un programme de visites-découvertes, conçu à l'intention **des individuels**. Des visites générales et thématiques de la Ville sont proposées à l'initiative de l'animateur de l'architecture et du patrimoine **à heures fixes notamment en période estivale et pendant les vacances scolaires**.

Pour les **groupes**, des visites générales et des circuits thématiques sont assurés toute l'année à la demande.

A cet effet, l'animateur de l'architecture et du patrimoine conçoit une programmation annuelle de thèmes et itinéraires de visites. Une politique de modulation tarifaire est mise en place pour chacune de ces offres. (**Cf. Annexe n°2**)

L'animateur de l'architecture et du patrimoine travaille en étroite partenariat **avec l'office du tourisme avec lequel une convention spécifique est mise en place**. Elle fixe le rôle et les missions de chacun des services en articulation l'un avec l'autre.

Les principales thématiques de visites sont développées en **annexe n°1**.

Titre II - Les moyens :

Créer un service de promotion et de valorisation de l'architecture et du patrimoine

Article 1 : Recourir à un personnel qualifié

La mise en œuvre de la convention exige d'avoir recours à un personnel qualifié.

La Ville s'engage à constituer une équipe de professionnels qualifiés dans le domaine de l'architecture et du patrimoine. Pour ce, elle s'engage

- à maintenir **un animateur de l'architecture et du patrimoine** à plein temps (de catégorie A), directeur du CIAP.

Elle met à sa disposition les moyens humains et matériels nécessaires au bon fonctionnement de ses missions et un budget de fonctionnement et de déplacement.

L'**annexe n°3** précise les missions, les modalités de recrutement et la rémunération de l'animateur de l'architecture et du patrimoine.

L'animateur de l'architecture et du patrimoine travaille en transversalité avec l'ensemble des services territoriaux (urbanisme, éducation, communication...) et établit des collaborations avec les acteurs culturels et touristiques, de loisirs ou les espaces culturels.

Il associe les guides conférenciers à l'ensemble des actions définies dans la convention.

Il est placé sous la responsabilité du **directeur général adjoint en charge de la Culture**.

- à ne faire appel qu'à **des guides conférenciers qualifiés, répondant aux exigences du décret n°2011-930 du 1^{er} août 2011**

L'animateur de l'architecture et du patrimoine et les guides conférenciers bénéficient d'actions de formation continue organisées et financées, au niveau national ou au niveau régional, par le ministère de la Culture.

La Ville s'engage à autoriser les personnels concernés à suivre ces formations.

- à maintenir, et à développer (ouverture du CIAP), le service existant composé en plus de l'animateur de l'architecture et du patrimoine, d'un animateur adjoint (de catégorie B), de 2 guides conférenciers (de catégorie C ou B ; 1 ETP au total actuellement), d'un chargé d'inventaire du patrimoine (catégorie A), d'un agent administratif (de catégorie C ou B) et de guides conférenciers vacataires (5 actuellement).

Article 2 : Créer un centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP)

Le Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine est :

- pour la collectivité territoriale, un lieu d'information et de présentation des enjeux de l'évolution architecturale, urbaine et paysagère de la Ville,
- pour les habitants, un lieu de rencontre et d'information sur les activités de valorisation du patrimoine et les projets urbains et paysagers,
- pour les touristes un espace d'information donnant les clés de lecture de la Ville,
- pour les jeunes, un support pédagogique dans le cadre des ateliers d'architecture et du patrimoine.

Véritable lieu de ressources et de débats, le centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP) est un équipement de proximité conçu de manière originale.

Il présente une exposition permanente didactique sur l'évolution de la Ville et sur les principales caractéristiques de son architecture et de son patrimoine. Le CIAP développe une scénographie originale de manière à mieux faire comprendre la Ville aux visiteurs, à susciter leur curiosité et leur envie de découvrir plus avant les différents aspects de l'identité de la Ville d'art et d'histoire.

Des expositions temporaires et des conférences prenant en compte l'actualité de l'architecture et du patrimoine sont régulièrement organisées.

La localisation du centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine est définie en concertation avec la direction générale des patrimoines (DGP) et avec la direction régionale des affaires culturelles (DRAC). Celles-ci valident le projet scientifique et culturel du CIAP.

Conformément à la première convention il est situé en rez-de-chaussée de l'ancien palais épiscopal médiéval (classé Monument historique), aujourd'hui hôtel de ville. Son ouverture est programmée en 2024, dans le cadre de plusieurs tranches de travaux visant à la réhabilitation du bâtiment écrivain.

Article 3 : Assurer la communication, la diffusion et la promotion de l'architecture et du patrimoine

Pour développer une communication au public le plus large, la Ville s'engage :

- **à utiliser le label Ville ou Pays d'art et d'histoire, déposé à l'INPI**, ainsi que le logo du ministère et celui des Villes et Pays d'art et d'histoire - accompagné de la présentation type du label et du réseau (**annexe n°6**) - sur toutes les publications établies en partenariat avec la DRAC et avec la DGP (service de l'architecture). La Ville mentionne dans tous les supports d'information qu'elle publie que les visites-découvertes et les circuits sont assurés par des guides conférenciers qualifiés.
- **à réaliser des publications sur l'architecture et le patrimoine :**
 - des dépliants présentant la Ville d'art et d'histoire (histoire, programmes d'activités, visites,...),
 - des fiches thématiques (secteur sauvegardé, Aires de mises en valeur de l'architecture et du patrimoine / AVAP, architecture du XX^e siècle,...) ou monographiques,

- des brochures ou des guides (comme le guide de la collection de guides des Villes et Pays d'art et d'histoire développée en partenariat avec les Editions du patrimoine),
- des affiches,
- des pages internet sur le site de la Ville portant sur l'architecture et le patrimoine.
- d'autres actions à développer localement

Tous ces documents sont conçus **conformément à la charte graphique** définie par la direction générale des patrimoines (service de l'architecture) pour le réseau des Villes et Pays d'art et d'histoire.

- **à diffuser et à afficher de manière régulière** dans les structures touristiques et culturelles de la ville **les informations** concernant les visites et les activités proposées.
- **à relayer la promotion nationale du label.**

Le ministère de la Culture actualise le site internet « **www.vpah.culture.fr** ». La ville crée un lien de renvoi de son site internet vers le site national du réseau et réciproquement.

Titre III : Un partenariat permanent

Article 1 : Engagement de l'État

Les actions prévues dans la convention sont développées en étroite collaboration avec la direction régionale des affaires culturelles et avec la direction générale des patrimoines (service de l'architecture).

Le ministère de la Culture s'engage à :

- mettre à la disposition de la Ville son appui scientifique et technique pour la réalisation de l'ensemble de ce programme ;
- autoriser la Ville à utiliser le label "Ville ou Pays d'art et d'histoire", déposé à l'INPI, dans les conditions normales du respect de la présente convention, sous réserve de l'usage de ses droits liés à la propriété intellectuelle et industrielle ;
- permettre à la Ville de se prévaloir de son agrément pour l'ensemble des actions définies dans la présente convention ;
- promouvoir les actions de la Ville au sein du réseau national ;
- participer au jury de recrutement de l'animateur de l'architecture et du patrimoine (si changement);
- mettre en place et soutenir des stages régionaux de formation continue à l'intention des animateurs de l'architecture et du patrimoine et des guides conférenciers ;
- organiser des séminaires nationaux de perfectionnement à l'intention des animateurs de l'architecture et du patrimoine ;
- participer aux commissions de coordination.

Article 2 : Fonctionnement de la convention :

La convention attribuant le label Ville ou Pays d'art et d'histoire institue un partenariat permanent qui prend effet à la date de la signature de la convention et qui donne lieu à une renégociation tous les dix ans. Elle fait l'objet d'un programme annuel d'actions instruit par la direction des affaires culturelles de la région Provence Alpes Côte d'Azur selon les objectifs prioritaires du ministère de la culture et du réseau national des Villes et Pays d'art et d'histoire.

Des groupes de travail thématiques, mis en place à l'initiative de l'animateur de l'architecture et du patrimoine, contribueront à la réflexion générale sur la mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et à l'élaboration du programme annuel. Ils sont ouverts aux différents partenaires et acteurs locaux.

Article 3 : Evaluation de la convention

- La Ville s'engage à communiquer **chaque année** à la direction régionale des affaires culturelles et à la direction générale des patrimoines le bilan des activités menées dans le cadre de la

convention. Une analyse des bilans des Villes et Pays d'art et d'histoire est présentée au Conseil national des Villes et Pays d'art et d'histoire.

- **Une commission de coordination** est créée. Préparée par l'animateur de l'architecture et du patrimoine, elle se réunit **au moins une fois tous les deux ans** sur convocation du maire de GRASSE afin d'établir le bilan des actions, d'étudier les projets nouveaux et de décider des moyens à mettre en œuvre pour les réaliser.

Elle est constituée notamment des personnalités suivantes ou de leur représentant :

- du maire président de la commission ;
- du directeur régional des affaires culturelles, ou son représentant ;
- des adjoints et conseillers municipaux concernés : culture, urbanisme, éducation, patrimoine, développement social, tourisme, etc. ;
- du directeur général des services ;
- du directeur du service de l'urbanisme ;
- du **chef de service culture** ;
- du conservateur des musées ;
- du directeur de l'office du tourisme ;
- d'un enseignant de l'Université ou de l'école nationale supérieure d'architecture.
- de l'inspecteur d'académie ;
- du chargé de mission VPAH à la direction régionale des affaires culturelles ;
- du chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine ;
- du délégué régional au tourisme ;

Article 4 : Financement de la convention

Le financement de l'ensemble du programme d'actions est assuré par la Ville avec le soutien du ministère de la Culture.

L'**annexe n°2** précise les principes de ce soutien financier.

La participation financière de l'État sera définie annuellement sous réserve du vote du budget de l'État et de la déconcentration des crédits. Elle sera étudiée dans le cadre de la convention par la DRAC sur la base d'un dossier présenté par la collectivité porteuse du label et sur présentation d'un rapport annuel rendant compte de l'utilisation des subventions reçues l'année précédente et des actions réalisées.

Toute subvention non utilisée, ou utilisée non conformément aux engagements définis dans la convention devra faire l'objet d'un reversement dans les deux mois suivant le rapport annuel.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est signée pour une durée de dix ans et prend effet à la date de sa signature.

A l'issue des dix ans, la convention est évaluée selon une procédure définie dans l'**annexe n°5**.

La Ville dresse, en partenariat avec la direction régionale des affaires culturelles de Provence Alpes Côte d'Azur, le bilan de sa mise en œuvre et propose de nouvelles orientations pour son renouvellement. Ces documents sont transmis pour avis à la direction générale des patrimoines, puis sont soumis à l'avis du Conseil national des Villes et Pays d'art et d'histoire.

La renégociation de la convention peut être l'occasion de s'inscrire dans une démarche d'extension du territoire labellisé *Cf. annexe n°5*.

Le projet d'extension en Pays d'art et d'histoire sera présenté au prochain renouvellement, une fois le CIAP ouvert et le dossier constitué. L'extension répond à la fois à des logiques, géographiques, historiques et désormais administratives puisque la communauté d'agglomération du Pays de Grasse en serait la structure porteuse. Grasse en est la ville centre, à l'interface du monde rural des plateaux arides ou verdoyants, au nord et des zones fertiles de plaines au sud, où s'épanouissent les cultures de plantes à parfum et un urbanisme maîtrisé.

La présente convention pourra faire l'objet d'une dénonciation par chaque partie signataire moyennant un préavis de six mois. La commission de coordination devra alors être réunie avant d'envisager la dénonciation de la convention, dès lors que serait constatée l'inexécution grave d'une de ses obligations ou que surviendraient des événements extérieurs dont la nature et l'ampleur remettraient en cause son bien-fondé. Cette dénonciation devra être entérinée par le Conseil national des Villes et Pays d'art et d'histoire. Le label devra alors être retiré de tout support d'information.

Toute modification aux dispositions de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Article 6 : Exécution

Le directeur régional des affaires culturelles de la région Provence Alpes Côte d'Azur et le maire de Grasse sont chargés de l'exécution de la présente convention.

A

le

Le Maire

Le Préfet

LISTE DES ANNEXES

- 1. Un programme d'actions**
- 2. Financement de la convention (aide de l'État, part de la Ville, autres financements)**
- 3. Missions de l'animateur de l'architecture et du patrimoine**
- 4. Qualification des guides conférenciers : Décret n° 2011-930 du 1^{er} août 2011 relatif aux personnes qualifiées pour la conduite de visites commentées dans les musées et monuments historiques**
- 5. Fiche technique précisant les modalités de renouvellement décennal des conventions et les modalités d'extension du territoire labellisé**
- 6. Présentation type du label**

ANNEXE N°1

UN PROGRAMME D'ACTIONS

Cf. Titre I, article 2

La Ville s'engage, en collaboration avec ses partenaires et sous la coordination du service « Ville ou Pays d'art et d'histoire » conduit par l'animateur de l'architecture et du patrimoine à mettre en place ou développer les actions suivantes :

I. EN DIRECTION DES HABITANTS ET DES PROFESSIONNELS

- des **visites-découvertes thématiques, des conférences** organisées toute l'année

Maintien de la programmation des visites les deux derniers samedis de chaque mois à 15h au départ du CIAP (actuellement de l'Office de Tourisme) de septembre à juin et lors d'évènements nationaux ou locaux.

Développement des visites de quartiers XX^e parallèlement au travail de collecte de récits de vie (en lien avec les Archives communales et départementales).

Thèmes existants sur les quartiers :

AU FIL DU BOULEVARD CROUËT
QUARTIER SAINTE-LORETTE
QUARTIER DES CASERNES
QUARTIER D'HABITATION BON MARCHÉ
HAMEAU DU PLAN
HAMEAU DE MAGAGNOSC
HAMEAU DE PLASCASSIER
QUARTIER SAINT-JACQUES

Thèmes à développer :

- L'habitat collectif au XX^e siècle, par exemple :
 - Premiers HLM : Quartier des Aspres – Fleurs de Grasse
 - Habitats des rapatriés : quartiers des Marronniers, de la gare
 - L'habitat Castors : quartiers Saint-Antoine et Saint-Jacques
- L'architecture funéraire en complément des études déjà menées par la Ville, le Département des Alpes-Maritimes et la DRAC PACA sur les monuments commémoratifs.
- Les savoirs – faire liés au parfum – démarche UNESCO : visites de sites industriels à développer très ponctuellement.

- des actions **originales** organisées **en relation avec l'actualité nationale et locale de l'architecture et du patrimoine** (Journées européennes du patrimoine, Rendez-vous aux jardins, Semaine *ou* Mois de l'architecture, Prix Grand public de l'architecture, Palmarès de l'architecture ...)

Développement de nouvelles visites en lien avec les thématiques annuelles de l'évènementiel architectural et patrimonial national mais aussi local (Journées européennes du patrimoine, Rendez-vous aux jardins, Journées nationales de l'archéologie, Journées nationales de l'architecture, Journées du patrimoine de Pays et des Moulins, Exporose, Jasminade, Noël...).

Développement de nouvelles conférences thématiques données notamment lors des Journées nationales de l'architecture et des Journées européennes du patrimoine au sein du CIAP (actuellement dans la Maison du Patrimoine) ainsi que pendant les Rendez-vous aux jardins à la Bibliothèque patrimoniale - Villa Saint-Hilaire (thématisée jardins, paysages, habitat).

- des actions de **sensibilisation à la qualité de l'architecture, du patrimoine, du paysage** : élaboration des projets urbains, secteur sauvegardé, AVAP, espaces publics, charte paysagère etc... Ces programmes se feront en collaboration avec l'architecte-conseil de la collectivité, la direction régionale des affaires culturelles (en particulier le service territorial de l'architecture et du patrimoine, le conseil en architecture, en urbanisme et de l'environnement (CAUE)....

Développement des visites guidées à deux voies lors de la révision de documents d'urbanisme comme le PSMV ou le PLU : parcours en centre-ville expliquant les étapes de la réhabilitation et la réglementation en centre ancien, présentation de la démarche concernant le patrimoine et les paysages du PLU (conférences).

Développement d'actions transversales avec le service environnement de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et le Parc Naturel Régional Préalpes d'Azur.

- des **visites de chantiers**, (monuments historiques ou chantiers de fouilles archéologiques, nouvelles réalisations architecturales...) en lien étroit avec la direction régionale des affaires culturelles.

Suivi de l'actualité des chantiers en centre historique : restructuration d'ilots dégradés, requalification de voies ou de places, restauration d'édifices protégés (cathédrale, palais de l'évêque, chapelle Saint-Thomas), construction (médiathèque), fouilles archéologiques.

Transversalité avec le secteur Chantiers de jeunes du service jeunesse de la Ville : visites guidées accompagnants des restaurations

- des **cycles de formation et d'information sur l'architecture et le patrimoine** :
 ✓ à l'intention des médiateurs touristiques ou de catégories professionnelles ayant des contacts avec les touristes : personnel d'accueil de l'office de tourisme, taxis, commerçants, hôteliers et restaurateurs, etc.

Information régulière des guides conférenciers par des réunions au sein du service.

Participation des guides conférenciers aux formations régionales organisées par la DRAC.

Formation des guides conférenciers aux travaux en cours et aux changements en matière d'urbanisme.

Formation à développer avec le service environnement de la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse et le Parc Naturel Régional Préalpes d'Azur.

Formation des saisonniers et apprentis de l'Office de Tourisme sur le label et les actions à Grasse ainsi que sur le patrimoine architectural et l'histoire de la Ville.

Développement des formations et des visites de chantiers en partenariat avec le Maison du Commerce.

Développement de thèmes liés à l'actualité patrimoniale et culturelle pour les interventions effectuées dans le cadre des « Ambassadeurs de l'accueil touristique » proposés par l'Office de Tourisme aux particuliers et professionnels locaux souhaitant mieux connaître et mieux porter la Ville auprès des visiteurs (depuis 2011).

Diffusion des programmes et autres éditions.

- ✓ à l'intention du personnel municipal : personnel d'accueil des mairies, agents des services techniques, de l'urbanisme et des espaces verts, agents de la police municipale, etc.

Visites du centre ancien et de chantiers en cours déjà proposées et donc à développer selon l'actualité des travaux.

Mise en œuvre du plan de sensibilisation au patrimoine à destination des agents du service proximité (entretien voirie, hameaux...). Plusieurs séquences sont prévues : identification du patrimoine, quoi faire ou pas en matière d'entretien, qui contacter etc...

Diffusion des programmes et autres éditions notamment dans les mairies et bibliothèques annexes.

- des actions de **sensibilisation auprès des habitants de quartiers** en collaboration avec les responsables des maisons de quartiers, des centres sociaux, des associations....

Développement des actions avec le centre social Harjès en centre historique mais aussi avec les acteurs de la Politique de la Ville dans les quartiers comme les Aspres-Fleurs de Grasse ou la gare.

II. EN DIRECTION DU PUBLIC JEUNE

1. ACTIONS DANS LE TEMPS SCOLAIRE

- *Ateliers d'architecture et du patrimoine*

En collaboration avec le personnel enseignant, les conseillers éducatifs, les ateliers d'architecture et du patrimoine seront développés. De nouveaux outils pédagogiques seront créés sous la forme de maquettes tactiles accessibles à tous les publics. Une attention particulière est portée aux ateliers permettant la création de production plastique sur le thème de l'urbanisme et l'initiation aux techniques de construction.

Les ateliers se déroulent en complément de la rencontre des jeunes avec les œuvres architecturales.

- *Actions développées dans le cadre de l'enseignement « Histoire des arts »*

- ✓ formation des enseignants

Des formations type « Culture à portée de la main » pour le primaire, sont organisées à la demande des conseillers pédagogiques thématiques de circonscription ou des documentalistes des collèges et lycées ou directement de l'IEN.

Ces formations suivent l'actualité des programmes scolaires. Elles permettent de découvrir les richesses patrimoniales et architecturales du territoire et sont souvent couplées avec l'intervention d'autres structures publiques (Archives, Musées).

- ✓ rencontre des jeunes avec les œuvres architecturales

En compagnie du guide conférencier, les élèves ont un contact direct avec les témoins d'architecture, médiévale, moderne, belle époque et contemporaine. Ces découvertes s'accompagnent systématiquement d'un atelier d'architecture et du patrimoine.

- ✓ pratiques artistiques et culturelles

Développement de ces ateliers où se croisent l'intervention du guide conférencier et de l'artiste.

Depuis plusieurs années nous avons mis en place pour les cycle 3 du primaire et les collégiens, un atelier d'une journée avec l'intervention d'un artiste photographe travaillant la technique argentique à partir de stenopé. Le résultat de ces ateliers a été traduit en une première exposition en 2018.

Domaine Education Artistique et Culturelle :

ARTS DU VISUEL Primaire cycle 3 et Collèges, Lycées

Photographie : Charles Nègre ; Pratique des stenopés (intervenant spécialisé)

Une résidence-mission d'artiste est mise en place par la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse (signataire de la convention EAC avec la DRAC PACA). Depuis 2 ans les artistes (auteur + photographe) retenu(e)s interviennent avec les guides en contexte urbain ou rural.

Les actions pédagogiques sont classées ici par grands thèmes permettant d'intégrer facilement les propositions dans le projet d'Éducation Artistique et Culturel.

Maternelles

ARTS DE L'ESPACE

Les couleurs de la ville
Les formes de la ville
Histoires de jardins
Histoire d'eau !
J'habite un village ou une ville?

Primaires

ARTS DE L'ESPACE

Découverte du centre-ville
Grasse au XVIII^e siècle
Grasse au XIX^e siècle
Habiter la méditerranée
Où court l'eau ?
Histoires de jardins
Hameaux et des quartiers
Patrimoine industriel

ARTS DU VISUEL

Peintures de la cathédrale
A la découverte de la côte d'azur des
peintres
Couleur et lumière
Couleur et matière

Collèges

ARTS DE L'ESPACE

Grasse au Moyen Âge
Méthodes de construction de la
cathédrale
Canal de la Siagne

Collèges, Lycées

ARTS DU QUOTIDIEN – HISTOIRE

Révolution et Empire
Première Guerre Mondiale

ARTS DU VISUEL

Photographie : Charles Nègre ;
Pratique des sténopés (intervenant
spécialisé)

Lycées

ARTS DE L'ESPACE

La ville aujourd'hui
Cathédrale Notre-Dame du Puy

2. ACTIONS HORS TEMPS SCOLAIRE

- L'Été des 6-12 ans est mis en place depuis 2004, de nouveaux thèmes sont développés chaque année. Quelques pistes de réflexion pour les années à venir : l'urbanisme contemporain, l'architecture en béton, l'architecture en bois, les aménagements des paysages agraires et pastoraux. Chaque action propose une visite thématique courte suivie par un atelier.
- Développement de la coordination et de la mise en lumière des actions hors temps scolaires des structures publiques culturelles locales à travers des suppléments au journal municipal kiosque.
- A destination des centres aérés et structures sociales sont proposées plusieurs activités pédagogiques particulièrement ludiques qui permettent aux enfants de découvrir l'histoire, l'architecture et l'urbanisme en s'amusant. Les projets sont construits à la carte.
- Thèmes existants :

FONTAINES
EAU
MOULINS
JARDIN DE BASTIDE
BATISSEURS.DE
CATHEDRALE

VITRAIL
BALONS
PATRIMOINE INDUSTRIEL
DES PARFUMERIES
BELLE EPOQUE
ATELIER CABANE

III. EN DIRECTION DU PUBLIC TOURISTIQUE

- Enrichissement des thèmes existants au fur et à mesure de l'avancement de l'inventaire du patrimoine (en lien avec la Région Provence Alpes Côte d'Azur) et les découvertes archéologiques (en lien avec le Service Régional de l'Archéologie). Après l'inventaire des moulins à huiles, l'inventaire de la villégiature est en cours.
- Développement des thématiques liées au paysage en lien notamment avec le Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur (Grasse est *Ville porte* dans sa partie nord). Visites balades sur le domaine karstique ou encore dans les zones forestières.
- Renforcement du partenariat avec l'Office de Tourisme du Pays de Grasse par la contractualisation inexistante pour l'instant entre Agglomération, Ville et Office de Tourisme (associatif). Ce partenariat permettra le développement de l'identification du label au niveau communal et préparera son extension au niveau intercommunal.
- Principaux thèmes existants :

VISITE GÉNÉRALE
LA CITE MÉDIÉVALE
LA VILLE ET SES REMPARTS
CATHÉDRALE NOTRE-DAME-DU-PUY & PALAIS DE L'ÉVÊQUE
PROMENADE AU XVIII^e SIÈCLE
GRASSE BAROQUE
SUR LES PAS DE J-B. GRENOUILLE
LE PATRIMOINE INDUSTRIEL DES PARFUMERIES
PORTRAIT DE GRASSE AU XIX^e SIÈCLE
LA CRÉATION ARCHITECTURALE AU XX^e SIECLE
DE PORTE EN PORTE
GRASSE EN PROVENCE
VILLE VERTICALE

VILLA JEAN-HONORE FRAGONARD
CHAPELLE VICTORIA
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

ESPACE NAPOLÉON
MÉMORIAL AMIRAL DE GRASSE

FONTAINES & SENTEURS
L'EAU ET LES CANAUX
CANAL DE LA SIAGNE
JARDIN DE LA PRINCESSE PAULINE

FINANCEMENT DE LA CONVENTION

CIAP prévisionnel	Ville	Etat	Région
Investissement	300 000	100 000	60 000

ANNEE 1 à 3			
Dépenses		Recettes	
Charge de personnel	250 000	Etat/DRAC	10 000
Actions de valorisation	20 000	Ville de Grasse	260 000
TOTAL	270 000		270 000

TARIFS DES VISITES GUIDEES

Visite groupe 1 à 20 personnes	40 euros
Visite groupe 21 à 50 personnes	80 euros
Visite groupe scolaire	20 euros
Visite individuel plein tarif	4 euros
Visite / Atelier jusqu'à 12 ans	gratuit
Visite individuel 12 à 26 ans	1 euro

MISSIONS DE L'ANIMATEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Recruté à l'issue d'un concours, l'animateur de l'architecture et du patrimoine est chargé de mettre en œuvre le programmes d'actions défini par la convention de Ville ou Pays d'art et d'histoire, conclue entre la collectivité et le ministère de la Culture et de la Communication.

L'animateur de l'architecture et du patrimoine a pour missions de sensibiliser la population locale, initier le public jeune au travers d'ateliers de l'architecture et du patrimoine, accueillir le public touristique en mettant à sa disposition des programmes de visites découvertes, former les guides-conférenciers, les médiateurs touristiques et sociaux, et mener des actions de communication et de promotion de l'architecture et du patrimoine.

La participation au projet culturel de la collectivité.

L'animateur de l'architecture et du patrimoine travaille en transversalité avec l'ensemble des services municipaux (culture, urbanisme, communication...) et établit des collaborations avec les acteurs culturels et touristiques, de loisirs ou le centre social.

Il est l'interlocuteur privilégié des instances culturelles chargées de la mise en valeur et de la sauvegarde du patrimoine et de l'environnement, ainsi que des instances touristiques locales et régionales. L'animateur de l'architecture et du patrimoine participe plus particulièrement à la réflexion globale sur les aménagements et le paysage urbain (AVAP, PSMV).

Il est chargé de la mise en place du Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP), équipement de proximité, lieu de ressources et de débats.

En tant qu'acteur culturel pour la valorisation du patrimoine de la ville ou du pays, il effectue ou initie des travaux de recherche, des communications scientifiques, au niveau local, national ou international.

Il est amené à initier et coordonner toute action de valorisation de l'architecture et du patrimoine (festival, spectacle, etc.).

Dans le cas d'une ville ou d'un pays rassemblant monuments municipaux ou nationaux, musées, l'animateur peut coordonner l'offre des différentes structures culturelles et veille à la qualification des personnels.

Les actions pédagogiques.

L'animateur de l'architecture et du patrimoine est chargé de mettre en place et de diriger le service éducatif du patrimoine, service dont les missions seront coordonnées avec les autres structures éducatives culturelles, en collaboration avec les directions régionales des affaires culturelles, les représentants de l'Education nationale, du ministère de la Jeunesse et des Sports, etc...

Les formations.

La formation continue des guides-conférenciers est placée sous la responsabilité de l'animateur de l'architecture et du patrimoine.

Il peut être intervenant ou initiateur lors de formations dans le cadre de ses compétences diverses (formation d'enseignants, de professionnels du tourisme, de personnels d'accueil, etc.).

Il revient également à l'animateur de l'architecture et du patrimoine de veiller à la qualification des personnels chargés des visites dans de l'architecture et la ville ou dans tous les sites du pays. Il est membre de droit des commissions d'agrément.

Les visites et animations assurées par les guides-conférenciers.

L'animateur associe les guides-conférenciers agréés à l'ensemble des actions définies dans la convention. Il a compétence et autorité sur le contenu des prestations proposées (type de visite, qualité, programmation) ainsi que sur les tarifs des visites et la rémunération des guides-conférenciers, en liaison avec l'office de tourisme.

La communication.

L'animateur de l'architecture et du patrimoine est responsable des actions de communication concernant son secteur (visites-conférences, éditions, expositions, signalétique...) et de la promotion du label.

Le budget

La ville ou le pays prévoit une ligne budgétaire autonome et spécifique au fonctionnement de la convention dont la gestion est confiée à l'animateur de l'architecture et du patrimoine. Ce dernier instruit les dossiers de demandes de subventions auprès des partenaires institutionnels (DRAC, Région, Europe, etc.).